

Un budget insoutenable

Notre maire-président fait le choix d'investir au delà des capacités financières de la ville et de l'agglomération par le recours à l'emprunt et la hausse des impôts. Il s'obstine malgré les signaux d'alerte : contexte d'inflation, opposition de certains élus de sa majorité communautaire et démission de son adjoint aux finances !

Il présente un budget 2024 déficitaire de 2,5 millions d'euros à la Ville et de 2,6 millions à l'Agglomération. Et, pour couvrir ces manques, il augmente de manière importante les taux de la taxe foncière. Il trahit sa promesse de mandat : *« j'ai pris un engagement très clair, je n'augmenterai pas la fiscalité à Auxerre et dans l'Auxerrois. Je n'y dérogerai pas »*. Dans le contexte de crise sociale que nous connaissons, avec la pauvreté qui s'aggrave et s'installe, cette mesure n'est pas acceptable !

Nous pensons qu'il faut se montrer raisonnable, mettre en adéquation les moyens financiers et la réalité d'une ville moyenne aujourd'hui : cesser de voir trop grand et de vouloir tout faire en même temps. Il faut se fixer des priorités (la rénovation des écoles, des quartiers des Hauts d'Auxerre, le conservatoire de musique et danse par exemple) et abandonner ou retarder certains projets trop coûteux : la nouvelle gestion des déchets, la vente du camping municipal à l'AJA, l'agrandissement de l'abbaye Saint-Germain ou la démolition-dépollution des Silos. Crescent Marault laisse entendre qu'il subit la situation, il accuse les autres : son prédécesseur et l'État. Il dit *« ce n'est pas ma faute si l'État contraint les collectivités »* citant l'obligation de décarboner les véhicules et de collecter des déchets. Nous, nous pensons qu'un le Maire-président devrait partager et assumer la nécessité de réduire nos émissions de CO2 et nos activités polluantes, c'est un enjeu majeur pour notre avenir ! Crescent Marault dit aussi *« ce n'est pas ma faute si l'État a retiré la taxe d'habitation »* mais cet argument est mensonger car cette taxe est entièrement compensée.

Il est conscient qu'avec ce budget, il fait un pari très risqué : il affirme *« c'est juste mais cela peut passé ! »*.

Son autre pari : investir pour faire venir des entreprises exogènes et de nouveaux habitants dans l'Auxerrois est mal engagé : pour le moment nous ne voyons rien se concrétiser. Et, il est à craindre que la perte des services publics, résultat d'une compression des personnels ré-affirmée dans ce budget : moins de places en crèche, suppression d'écoles à proximité, moindre ouverture des bibliothèques ou de la piscine n'incite pas les familles à rester ou à s'installer.

En temps de crise, il faut continuer à investir en se donnant des priorités : les investissements qui permettront aux habitants et à la collectivité de faire des économies dans les années à venir : l'isolation des bâtiments, les énergies renouvelables, les chemins piétons et cyclables, le ré-emploi, les objets partagés. Penser sobriété et solidarités.